

Et encore un qui bascule en Gallieni ?

Voici le récit spontané que le SNETAA-FO a reçu d'un enseignant d'un lycée professionnel de Seine-Saint-Denis au sujet de faits d'une rare violence qui se sont produits dernièrement. (Seuls les noms des villes et quartiers ont été retirés pour assurer la sécurité de notre collègue et la garantie d'un témoignage réel, sans filtre.)

« Le week-end dernier, les jeunes de deux quartiers de la commune sont entrés en conflit.

Ce conflit s'est ensuite transposé devant le lycée pendant une pause. Plusieurs jeunes ont débarqué sur le parvis. L'un d'eux a été blessé pendant qu'un autre élève a reçu un coup de marteau sur la tête. Son état était jugé grave.

Après cet incident, un collègue de maths a été témoin de l'échange d'une arme à feu entre deux autres élèves. Il l'a immédiatement signalé à la CPE qui a fouillé les sacs et a averti le chef d'établissement ; ce dernier a considéré que le collègue « avait halluciné ». Nous avons eu vent de cet épisode en fin de journée.

Suite à tous ces événements, les équipes mobiles de sécurité (EMS) envoyées par le rectorat ont passé la journée aux portes de l'établissement et sont parties à 16h40. Oui mais voilà, une bande d'individus armée de couteaux, tournevis, machettes, bombes lacrymogènes... est arrivée en masse une heure plus tard. Des coups de feu ont été tirés qui ont semé la panique.

Les AED, trop peu nombreux, et les CPE ont mis les élèves en sécurité. Seuls face au danger, ils ont composé le 17. Vous me direz : « pourquoi eux et pourquoi le 17 ? » alors que le proviseur possède une ligne directe avec le commissariat... Tout simplement parce que notre chef hiérarchique (et son adjointe), malgré les événements dramatiques de la matinée, a préféré aller prendre un verre au rectorat pour le pot de départ de notre rectrice...

Eh oui ! Aucune consigne de sécurité et un adjoint qui a tellement flippé qu'il n'est pas sorti, laissant l'équipe de vie scolaire se dém... (Pardon pour le mot mais je suis hors de moi !). Il a fini par décider de fermer le lycée... J'ai cru qu'il allait attendre qu'il y ait un mort (oui, un coup de marteau, ce n'est pas assez...).

Le lendemain, nous avons dû exiger un temps de parole ; il nous a été accordé mais il s'est révélé stérile. Un proviseur qui semble complètement à côté de la plaque...

Aujourd'hui, nos élèves ne peuvent pas faire seuls le chemin pour se rendre au lycée. Seuls les « grands frères » ou éducateurs de quartier viennent les récupérer, se tenant prêts à tout ! Un mail d'un éducateur de quartier alerte la CPE en lui disant bien que le conflit risque de ne pas de se calmer avant plusieurs semaines.

Les EMS partent plus tôt que la fin des cours : lundi à 16h40, hier à 15h30 et aujourd'hui à 11h30 au lieu de 12h30. Un collègue nous rapporte que seule une voiture de police a dissuadé les deux bandes rivales aujourd'hui.

En janvier, quand les AED ont fait grève, le rectorat a « déboulé » pour nous taper sur les doigts. Mais aujourd'hui, quand tous ceux qui fréquentent l'établissement sont en danger, pas un passage !

Nous avons décidé de médiatiser la situation. Peut-être que l'on nous prendra au sérieux après Toulouse.

Voilà ! Je sais que les suppressions de postes, notamment en AED, sont très répandues mais je tenais à vous faire part de notre quotidien professionnel en ce moment. J'ai presque oublié de vous dire que je suis prof. On part travailler avec la peur au ventre ; nous ne savions pas que nous exerçons un métier à risques... »

Ce témoignage semble hors du commun ? Il rend compte de situations devenues trop familières dans beaucoup trop de lycées professionnels ou de lycées !

Le SNETAA-FO continue de se faire le relais de l'intolérable ! Ne laissons pas le danger s'installer dans nos établissements : agissons tant que nous le pouvons encore !